



Cellule d'analyse européenne

**Proposition de
RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
relatif à la commercialisation et à l'utilisation de précurseurs d'explosifs, modifiant
l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 et abrogeant le règlement (UE) n° 98/2013
sur la commercialisation et l'utilisation de précurseurs d'explosifs
COM(2018)209
17 avril 2018**

**Proposition de
RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des
titres de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant
leur droit à la libre circulation
COM(2018)212
17 avril 2018**

**Proposition de
DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
fixant les règles facilitant l'utilisation d'informations financières et d'autre nature aux fins
de la prévention et de la détection de certaines infractions pénales, et des enquêtes et des
poursuites en la matière, et abrogeant la décision 2000/642/JAI du Conseil
COM(2018)213
17 avril 2018**

Résumé : Ce paquet est le premier élément du dixième paquet de mise en œuvre du Programme européen en matière de sécurité. Il contient des propositions visant à affiner les règles relatives aux explosifs et aux armes à feu, à lutter contre la fraude aux documents d'identité, et à lutter contre le financement du terrorisme.

Contexte

- La Commission européenne a publié, le 28 avril 2015, son Programme en matière de sécurité¹. Ce programme vise, premièrement, une meilleure collaboration entre les autorités nationales dans la lutte contre le terrorisme, le financement du terrorisme, et d'autres formes de grande criminalité transfrontière et, deuxièmement, un meilleur échange d'informations. Depuis lors, neuf paquets de mise en œuvre ont été publiés². Les propositions visées ci-dessous constituent la première partie du dixième paquet.

¹ COM(2015)185.

² Pour un relevé, voir : https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-security/fact-sheets_en. Voir également nos fiches d'analyse.

- Ces propositions s’inscrivent dans le contexte du projet de la Commission européenne visant à priver les criminels et les terroristes des moyens nécessaires pour mener leurs activités et leurs actions, ainsi que l’ont indiqué les présidents de la Commission européenne, du Parlement européen et du Conseil lors de leur déclaration conjointe du 14 décembre 2017 sur les priorités législatives de l’Union européenne pour 2018-2019³.

Contenu des propositions

COM(2018)209: précurseurs d’explosifs

Que sont les précurseurs d’explosifs ?	Substances ou mélanges susceptibles d’être détournés pour la fabrication illicite d’explosifs (article premier)
Quel est le but de la COM(2018)209 ?	- Remplace le Règlement (UE) n° 98/2013⁴ - Offre des règles harmonisées concernant la commercialisation, l’introduction, la détention et l’utilisation de certaines concentrations de précurseurs afin d’en restreindre la disponibilité pour le grand public - Offre des règles afin d’assurer le signalement approprié des transactions suspectes tout au long de la chaîne d’approvisionnement
Pourquoi cette proposition ?	- Les règles actuelles ne sont pas suffisamment strictes et ne sont pas suffisamment respectées - Changement de circonstances (menace terroriste)
Principales adaptations par rapport au Règlement (UE) n° 98/2013	- <u>La liste des substances</u> auxquelles s’applique une restriction est élargie et les limites de concentration de certaines substances sont adaptées (annexe I à la proposition) - Distinction entre un membre du grand public et les utilisateurs professionnels. (art. 3) - <u>Limitations</u> en matière de la libre circulation de précurseurs quelles que soient leurs concentrations. (art. 4) - Autres règles concernant la <u>délivrance de licence</u>: contrôle des antécédents judiciaires du demandeur, via le système ECRIS⁵. Les licences délivrées antérieurement perdent leur validité, mais il est possible de les confirmer de nouveau si tous les critères sont respectés. (art. 6) - Règles différentes pour les <u>vendeurs</u>: chaque maillon de la chaîne d’approvisionnement sera chargé d’informer le suivant que le produit fourni est soumis aux restrictions du règlement. Cela peut se faire au moyen d’une étiquette, mais aussi au moyen de la fiche de données de sécurité déjà existante, les vendeurs doivent également <u>contrôler</u>, outre la licence, <u>l’identité</u> du client et <u>s’enquérir</u> du <u>motif</u> de l’achat (en ligne et hors ligne) (art. 7 et 8)

³ Une Union plus unie, plus forte et plus démocratique: déclaration commune sur les priorités législatives de l’UE pour 2018-2019

⁴ Règlement (UE) n° 98/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 sur la commercialisation et l’utilisation de précurseurs d’explosifs (PB L 39 du 9.2.2013, page 1).

⁵ Le système européen d’information sur les casiers judiciaires.

	- Nouvelles règles concernant les <u>transactions suspectes</u>: sont suspects tous les achats qui sortent de l'usage légitime"; obligation de signaler une transaction suspecte dans les 24 heures (art. 9) - Les États membres doivent organiser des actions de <u>formation</u> et de <u>sensibilisation</u> (art. 10) - Les États membres peuvent demander des <u>limitations nationales plus strictes</u> concernant des substances et/ou des concentrations ; la Commission peut rejeter ces demandes (art. 14)
Fondement juridique	Le TFUE ⁶ article 114 (en vertu duquel le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent arrêter des mesures législatives relatives au rapprochement de dispositions législatives et réglementaires des États membres qui ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur)
Conséquences pour le budget de l'UE	Néant

COM(2018)212: la sécurité des cartes d'identité et des titres de séjour

Quel est le but de la COM(2018)212 ?	Renforcement de la sécurité des cartes d'identité délivrées par des États membres de l'Union européenne et des titres de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille qui n'ont pas la nationalité d'un État membre
Pourquoi cette proposition ?	- Lutte contre la fraude à l'identité de la part des terroristes et des auteurs d'infractions pénales graves - Harmonisation du niveau de sécurité des cartes d'identité et des documents de séjour délivrés dans l'Union européenne
Principales dispositions	- Les cartes d'identité doivent satisfaire aux <u>normes de l'OACI</u> relatives aux documents de voyage lisibles à la machine ⁷ (art. 3) - Sur les cartes d'identité sont stockées une <u>photo</u> et deux <u>empreintes</u> (données biométriques) du titulaire, d'une manière qui permet l'interopérabilité (art. 3) - Les cartes d'identité non conformes <u>viennent à échéance dans les deux</u> (cartes non lisibles à la machine) <u>ou cinq ans</u> (anciens modèles lisibles à la machine) qui suivent l'entrée en vigueur du règlement (art. 5) - <u>Les documents de séjour</u> pour les citoyens de l'UE doivent satisfaire à une série de normes de sécurité précises (art. 6) - <u>Les cartes de séjour</u> pour les membres de la famille de citoyens de l'UE qui n'ont pas la nationalité d'un État membre répondent aux mêmes normes de sécurité que les cartes de séjour des ressortissants de pays tiers⁸; les cartes qui ne satisfont

⁶ Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

⁷ OACI est l'acronyme de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Les normes relatives aux documents de voyage lisibles à la machine figurent dans le document 9303 de l'OACI (septième édition, 2015).

⁸ Il s'agit des normes de sécurité énoncées dans le règlement (CE) n° 1030/2002, modifié par le règlement (UE) 2017/1954.

	pas aux normes <u>viennent à échéance dans les deux⁹ ou cinq¹⁰ ans</u> qui suivent l'entrée en vigueur du règlement (art. 7 et 8) - En ce qui concerne les données à caractère personnel des cartes d'identité et des documents de séjour, le <u>RGPD</u>¹¹ est applicable; les données biométriques figurant sur les documents précités sont uniquement utilisées pour la vérification de l'identité du titulaire et de l'authenticité de ses documents (art. 10)
Fondement juridique	Article 21 du TFUE (en vertu duquel les citoyens de l'UE ont le droit de circuler librement sur le territoire des États membres de l'UE et l'UE peut prendre des mesures pour faciliter l'exercice de ce droit)
Conséquences pour le budget de l'UE	Néant

Réactions à la COM(2018)212

- Pour le rapporteur de la commission des Libertés civiles, de la Justice et des Affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen¹², cette proposition est équilibrée et constitue une avancée considérable en matière de libre circulation des personnes. Il s'attend toutefois à ce que les dispositions relatives à la protection des données en matière de collecte de données biométriques suscitent des réactions.
- La *Eerste Kamer* des Pays-Bas a consulté le gouvernement néerlandais par écrit au sujet de la base légale de la proposition à l'examen.
- La *Tweede Kamer* néerlandaise signale qu'elle engagera un débat avec le gouvernement néerlandais sur la proposition.
- La commission de l'Intérieur du *Bundesrat* allemand estime que la proposition est contraire au principe de proportionnalité et considère que la période d'élimination progressive prévue à l'article 5 porte atteinte à la souveraineté des États membres. La durée de validité des cartes d'identité est en effet fixée au niveau national. Les cartes d'identité déjà délivrées devraient pouvoir garder leur période de validité initiale.

COM(2018)213 : faciliter l'utilisation d'informations financières et d'autre nature dans le cadre d'infractions pénales graves

Quel est le but du COM(2018)213 ?	Directive fixant des règles pour 1) fournir aux autorités compétentes l'accès direct aux informations financières générales, aux analyses financières et aux coordonnées bancaires et 2) faciliter l'accès d'entités pour la fourniture de renseignements financiers (CRF)¹³ aux informations policières et judiciaires
--	---

⁹ Pour les modèles dont le niveau de sécurité est antérieur au règlement (CE) n° 1030/2002.

¹⁰ Pour les modèles dont le niveau de sécurité est conforme au règlement (CE) n° 1030/2002, modifié par le règlement (CE) 380/2002, mais non modifié par le règlement (UE) 2017/1954.

¹¹ Règlement (UE) 2016/679.

¹² Le rapporteur est le Belge Gérard Deprez du groupe ALDE du Parlement européen.

¹³ Cellule de renseignement financier (CRF) ou *Financial Intelligence Unit* (FIU). En Belgique, cet organe s'appelle la Cellule de Traitement des Informations Financières (CTIF).

Qu'est-ce que la décision 2000/642/JAI ?	« En octobre 2000, la décision 2000/642/JAI du Conseil relative aux modalités de coopération entre les CRF des États membres en ce qui concerne l'échange d'informations était adoptée. L'objet de cette décision du Conseil étant désormais régi par d'autres actes de l'Union ¹⁴ , la décision n'a plus de valeur ajoutée. Par conséquent, la présente proposition abroge la décision. » ¹⁵
Pourquoi cette proposition ?	Lutte contre le financement du terrorisme en prévoyant un meilleur accès aux coordonnées bancaires
Principales dispositions	- On entend par <u>coordonnées bancaires</u> : uniquement certaines données d'identité, telles que le nom, la date de naissance et le numéro de compte bancaire (art. 2) - Des informations financières, des analyses financières et des informations policières et judiciaires peuvent être échangées pour des <u>infractions pénales graves</u>, y compris le terrorisme, les activités de blanchiment d'argent et d'autres infractions graves (art. 2 et annexe I du règlement (UE) 2016/794¹⁶) - <u>Accès direct des autorités compétentes</u>, telles que les autorités fiscales et anticorruption et les BRA¹⁷, aux registres bancaires centraux nationaux¹⁸, au cas par cas (articles 3, 4 et 5) - <u>Europol</u> a également accès aux informations financières, aux analyses financières et aux coordonnées bancaires, mais par l'intermédiaire des unités nationales Europol (ENU) des États membres (articles 3 et 10) - Tout <u>accès</u> des autorités compétentes est <u>contrôlé</u> et les informations y afférentes sont <u>conservées pendant cinq ans</u> (art. 6) - <u>Règles</u> pour une meilleure <u>coopération</u> entre les <u>CRF</u> – par le biais de FIU.net d'Europol – et entre les CRF et les <u>autorités compétentes</u> en matière d'accès aux informations et d'échange d'informations (articles 7, 8, 9 et 10) - <u>Protection des données</u> : sur la base de la directive relative à l'accès aux données à caractère personnel à des fins policières et judiciaires¹⁹ et du RGPD. Toutefois, le <u>droit d'accès</u> des <u>personnes concernées</u> aux données à caractère personnel les concernant peut être partiellement <u>limité</u> dans la mesure nécessaire pour permettre aux autorités compétentes d'accomplir les missions qui leur ont été confiées dans le cadre de la proposition (article 15)
Fondement juridique	TFUE article 87, § 2 (qui permet à l'Union européenne d'établir des mesures portant sur la coopération policière qui associe toutes les autorités compétentes des États membres (y compris la police, la douane et d'autres services répressifs spécialisés), en ce qui concerne notamment la collecte, le stockage et l'échange d'informations pertinentes aux fins de la prévention et la détection d'infractions

¹⁴ Plus précisément la directive (UE) 2015/849, la « quatrième directive anti-blanchiment » (en vigueur).

¹⁵ COM(2018)213, p. 10.

¹⁶ Règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI.

¹⁷ Bureaux nationaux de recouvrement des avoirs (BRA) ou *Asset Recovery Office* (ARO). Le BRA belge est l'OCSC, c'est-à-dire l'Organe central pour la saisie et la confiscation.

¹⁸ Établi par la directive (UE) 2015/849. En Belgique : le Point de contact central des comptes et contrats financiers (PCC).

¹⁹ La directive (UE) 2016/680.

	pénales, et des enquêtes en la matière et les techniques d'enquête communes en matière de détection des formes graves de criminalité organisée)
Conséquences pour le budget de l'UE	Néant

Suivi au sein des commissions de la Chambre

Cette fiche est adressée :

- à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique;
- à la commission de la Justice;
- à la commission de l'Économie;
- à la commission des Finances et du Budget;
- au Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes.

Contexte belge

- À ce jour, les transactions suspectes, les disparitions et les vols de précurseurs d'explosifs peuvent être signalés à la police fédérale. Source: Arrêté royal du 7 décembre 2016 modifiant l'arrêté royal du 30 août 2016 fixant les modalités de signalement des transactions suspectes, disparitions et vols de précurseurs d'explosifs.
- Le 28 mai 2018, un projet de loi prévoyant notamment l'enregistrement des empreintes digitales sur la carte d'identité belge a été déposé à la Chambre des représentants²⁰.
- En Belgique, la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment est centralisée par la Cellule de traitement des informations financières (CTIF), qui est une autorité administrative indépendante placée sous le contrôle des ministres de la Justice et des Finances. La CTIF est généralement favorable au contenu concret du projet de directive COM(2018)213, mais constate un certain nombre de contradictions avec le texte de la directive actuelle, la directive (UE) 2015/849, la quatrième directive anti-blanchiment. Un certain nombre de dispositions devraient être clarifiées, reformulées et/ou supprimées afin de garantir la spécificité et l'autonomie opérationnelle des CRF.

Pour en savoir plus :

Les documents précités peuvent être consultés aux adresses suivantes :

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/FR/COM-2018-209-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>
<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/FR/COM-2018-212-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>
<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/FR/COM-2018-213-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>

Descripteurs Eurovoc

COM(2018)209	<i>norme de commercialisation - produit chimique - rapprochement des législations - protection civile - trafic illicite - restriction aux échanges - substance dangereuse - terrorisme - autorisation de vente - explosif</i>
--------------	---

²⁰ Projet de loi portant des dispositions diverses Intérieur, DOC 54 3127/001, articles 18 et 19, p. 50.

<i>COM(2018)212</i>	<i>libre circulation des personnes - ressortissant de l'UE - liberté de circulation - ressortissant étranger - droit de séjour - document d'identité - citoyenneté européenne - données personnelles - frontière extérieure de l'UE</i>
<i>COM(2018)213</i>	<i>lutte contre le crime - coopération transfrontalière – contrôle bancaire - terrorisme - transaction financière - criminalité organisée - droit pénal - délit économique - échange d'information - espace de liberté, sécurité et justice</i>

Délais en matière de subsidiarité

<i>COM(2018)209</i>	<i>19 juillet 2018</i>
<i>COM(2018)212</i>	<i>19 juillet 2018</i>
<i>COM(2018)213</i>	<i>13 juillet 2018</i>

Rédaction: *Katrien Joos, conseillère adjointe – tél. 02 549 81 64 – 2 juillet 2018 – katrien.joos@lachambre.be*



Europese Analysecel

**Voorstel voor een
VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD
over het op de markt brengen en het gebruik van precursoren voor explosieven, tot
wijziging van bijlage XVII bij Verordening (EG) nr. 1907/2006 en tot intrekking van
Verordening (EU) nr. 98/2013 over het op de markt brengen en het gebruik van
precursoren voor explosieven
COM(2018)209
17 april 2018**

**Voorstel voor een
VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD
betreffende de versterking van de beveiliging van identiteitskaarten van burgers van de
Unie en van verblijfsdocumenten afgegeven aan burgers van de Unie en hun
familieleden die hun recht van vrij verkeer uitoefenen
COM(2018)212
17 april 2018**

**Voorstel voor een
RICHTLIJN VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD
tot vaststelling van regels ter vergemakkelijking van het gebruik van financiële en
andere informatie voor het voorkomen, opsporen, onderzoeken of vervolgen van
bepaalde strafbare feiten en tot intrekking van Besluit 2000/642/JBZ
COM(2018)213
17 april 2018**

Samenvatting: Dit pakket is het eerste deel van het tiende implementatiepakket van de Europese Veiligheidsagenda. Het bevat voorstellen om de regels inzake explosieven en vuurwapens aan te scherpen, fraude met identiteitsdocumenten tegen te gaan en de financiering van terrorisme te bestrijden.

Achtergrond

- De Europese Commissie publiceerde op 28 april 2015 haar Veiligheidsagenda¹, gericht op 1) een betere samenwerking tussen de nationale autoriteiten bij de bestrijding van terrorisme, terrorismefinanciering, andere vormen van ernstige grensoverschrijdende criminaliteit en 2) betere informatie-uitwisseling. Sedertdien verschenen er al negen implementatiepakketten². De voorliggende voorstellen vormen het eerste deel van het tiende pakket.

¹ COM(2015)185.

² Een overzicht kan worden gevonden via https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/policies/european-agenda-security/factsheets_en. Zie ook onze analysefiches.

- Deze voorstellen kaderen in het voornemen van de Commissie om criminelen en terroristen de middelen te ontnemen om hun activiteiten en acties te kunnen doorvoeren, zoals door de voorzitters van Commissie, Europees Parlement en Raad werd uiteengezet in hun gezamenlijke verklaring van 14 december 2017 over de EU-wetgevingsprioriteiten voor 2018-2019³.

Inhoud van de voorstellen

COM(2018)209: precursoren voor explosieven

Wat zijn precursoren voor explosieven	Stoffen of mengsels die kunnen worden misbruikt voor de illegale vervaardiging van explosieven (art. 1)
Wat is het doel van COM(2018)209	- Vervangt Verordening (EU) nr. 98/2013⁴ - Biedt geharmoniseerde regels voor het aanbieden, binnenbrengen, voorhanden hebben en gebruiken van precursoren in bepaalde concentraties, teneinde de beschikbaarheid ervan voor particulieren te beperken - Biedt regels om te garanderen dat verdachte transacties in de gehele toeleveringsketen adequaat worden gemeld
Waarom dit voorstel	- Huidige regels zijn niet strikt genoeg en worden te weinig nageleefd - Veranderde omstandigheden (terreurdreiging)
Voornaamste aanpassingen ten opzichte van Verordening (EU) nr. 98/2013	- <u>Lijst stoffen</u> waarvoor een beperking geldt, wordt <u>uitgebreid</u> en van sommige substanties worden de concentratiegrenzen aangepast (bijlage I bij het voorstel) - Onderscheid tussen particulieren en professionele gebruikers (art. 3) - <u>Beperkingen</u> inzake het vrij verkeer van precursoren voor alle concentraties (art. 4) - Andere regels <u>licentieaflevering</u>: controle van gerechtelijk verleden aanvrager, via ECRIS⁵. Eerder afgeleverde vergunningen vervallen, maar ze mogen, als aan alle voorwaarden is voldaan, worden herbevestigd (art. 6) - Andere regels voor <u>verkopers</u>: elke schakel in de toeleveringsketen moet de volgende ervan op de hoogte brengen dat voor het geleverde product de beperkingen van deze verordening gelden. Dit kan met een etiket, maar ook met het al bestaande veiligheidsinformatieblad; verkopers moeten behalve vergunning ook <u>legitimatiebewijs</u> van klant <u>controleren</u> en het <u>motief</u> van de (online)aankoop <u>navragen</u> (artn. 7 en 8); - Nieuwe regels <u>verdachte transacties</u>: verdacht zijn alle aankopen die buiten het “legitieme” gebruik vallen; verplichting om binnen de 24 uur een verdachte transactie te <u>signaleren</u> (art. 9) - Lidstaten moeten <u>opleidingen</u> organiseren en zorgen voor <u>bewustmaking</u> (art. 10) - Lidstaten mogen <u>verdere, nationale, beperkingen</u> inzake stoffen en/of concentraties aanvragen; Commissie mag dat weigeren (art. 14)

³ Een meer verenigde, sterkere en meer democratische Unie: gezamenlijke verklaring over de wetgevingsprioriteiten van de EU voor 2018-2019

⁴ Verordening (EU) nr. 98/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 15 januari 2013 over het op de markt brengen en het gebruik van precursoren voor explosieven (PB L 39 van 9.2.2013, blz. 1).

⁵ Het Europees Strafregisterinformatiesysteem.

Rechtsgrondslag	VWEU ⁶ artikel 114 (op grond waarvan het Europees Parlement en de Raad volgens de gewone wetgevingsprocedure wetgevingsmaatregelen mogen vaststellen inzake de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten die de instelling en de werking van de interne markt betreffen)
Gevolgen voor de EU-begroting	geen

COM(2018)212: beveiliging van identiteitskaarten en verblijfsdocumenten

Wat is het doel van COM(2018)212	Betere beveiliging van door EU-lidstaten afgeleverde identiteitskaarten (id-kaarten) en verblijfsdocumenten aan EU-burgers en hun niet-EU-familieleden
Waarom dit voorstel	- Bestrijding van identiteitsfraude vanwege terroristen en zware criminelen - Gelijkschakelen van het beveiligingsniveau van in de EU afgegeven id-kaarten en verblijfsdocumenten
Voornaamste bepalingen	- Id-kaarten moeten voldoen aan de <u>ICAO-normen</u> voor machineleesbare reisdocumenten⁷ (art. 3) - Op de id-kaarten zijn een <u>foto en twee vingerafdrukken</u> (biometrische gegevens) van de houder opgeslagen, op een manier die interoperabiliteit mogelijk maakt (art. 3) - Niet-conforme id-kaarten <u>vervallen binnen de twee</u> (niet-machineleesbare kaarten) <u>of vijf jaar</u> (oudere modellen die wel machineleesbaar zijn) na de inwerkingtreding van de verordening (art. 5) - <u>Verblijfsdocumenten</u> voor EU-burgers voldoen aan een aantal welbepaalde beveiligingsnormen (art. 6) - <u>Verblijfskaarten</u> voor niet-EU-familie van EU-burgers voldoen aan dezelfde beveiligingsnormen als de verblijfskaarten voor derdelanders⁸; de kaarten die niet voldoen, <u>vervallen binnen de twee</u>⁹ <u>of vijf</u>¹⁰ <u>jaar</u> na de inwerkingtreding van de verordening (art. 7 en 8) - Voor wat de persoonsgegevens van id-kaarten en verblijfsdocumenten betreft, is de <u>GDPR</u>¹¹ van toepassing; de biometrische gegevens op de voornoemde documenten worden alleen gebruikt voor verificatie van de identiteit van de houder en van de echtheid van zijn documenten (art. 10)
Rechtsgrondslag	VWEU artikel 21 (op grond waarvan EU-burgers recht hebben op vrij verkeer op het grondgebied van EU-lidstaten en de EU maatregelen mag nemen om de uitoefening van dat recht te vergemakkelijken)
Gevolgen voor de EU-begroting	geen

⁶ Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

⁷ ICAO staat voor *International Civil Aviation Organization* of Internationale Burgerluchtvaartorganisatie. De normen voor machineleesbare documenten zijn opgenomen in ICAO-document 9303 (zevende uitgave, 2015).

⁸ Dit zijn de beveiligingsnormen zoals opgenomen in Verordening (EG) nr. 1030/2002, gewijzigd bij Verordening (EU) 2017/1954.

⁹ Voor de modellen met een beveiligingsniveau van vóór Verordening (EG) nr. 1030/2002.

¹⁰ Voor de modellen met een beveiligingsniveau zoals opgenomen in Verordening (EG) nr. 1030/2002, gewijzigd bij Verordening (EG) 380/2002, maar niet gewijzigd bij Verordening (EU) 2017/1954.

¹¹ Verordening (EU) 2016/679

Reacties op COM(2018)212

- Voor de rapporteur van de commissie Burgerlijke Vrijheden, Justitie en Binnenlandse Zaken (LIBE) van het Europees Parlement¹² is dit voorstel evenwichtig en een aanzienlijke vooruitgang op het vlak van het vrije verkeer van personen. Hij verwacht wel reacties op de bepalingen over de gegevensbescherming met betrekking tot de verzameling van biometrische gegevens.
- De Nederlandse Eerste Kamer heeft de Nederlandse regering over de wettelijke basis van dit voorstel schriftelijk geconsulteerd.
- De Nederlandse Tweede Kamer meldt dat zij over dit voorstel met de Nederlandse regering in debat zal gaan.
- De commissie Binnenlandse Zaken van de Duitse *Bundesrat* vindt het voorstel strijdig met het proportionaliteitsprincipe en is van mening dat de in het artikel 5 opgenomen uitfasering indruist tegen de soevereiniteit van de lidstaten. De geldigheidstermijn van identiteitskaarten wordt immers nationaal bepaald. Al uitgereikte identiteitskaarten zouden hun initiële geldigheidstermijn moeten kunnen behouden.

COM(2018)213: eenvoudiger maken van het gebruik van financiële en andere informatie in het kader van ernstige strafbare feiten

Wat is het doel van COM(2018)213	Richtlijn met regels om 1) bevoegde autoriteiten rechtstreekse toegang te verstrekken tot algemene financiële informatie, financiële analyse en bankrekeninggegevens en 2) de toegang van entiteiten voor de verstrekking van financiële inlichtingen (FIU's)¹³ tot politieke en justitiële informatie te vereenvoudigen
Wat is Besluit 2000/642/JBZ	“In oktober 2000 werd Besluit 2000/642/JBZ van de Raad inzake een regeling voor samenwerking tussen de [FIU's] van de lidstaten bij de uitwisseling van gegevens goedgekeurd. Omdat het onderwerp van dit besluit van de Raad wordt geregeld door andere rechtshandelingen van de Unie ¹⁴ , heeft het besluit momenteel geen toegevoegde waarde meer. Het besluit wordt derhalve bij dit voorstel ingetrokken.” ¹⁵
Waarom dit voorstel	Bestrijding van de financiering van terrorisme door te voorzien in een betere toegang tot bankrekeninggegevens
Voornaamste bepalingen	- Onder <u>bankrekeninggegevens</u> wordt verstaan: alleen bepaalde identiteitsgegevens, zoals naam, geboortedatum en bankrekeningnummer (art. 2) - Financiële informatie, financiële analyse en politieke en justitiële informatie kunnen worden uitgewisseld voor <u>ernstige strafbare feiten</u>, waaronder terrorisme, witwasactiviteiten en andere ernstige misdrijven (art. 2 en bijlage I bij Verordening (EU) 2016/794¹⁶).

¹² Rapporteur is de Belg Gérard Deprez van de ALDE-fractie in het Europees Parlement.

¹³ *Financial Intelligence Unit* of financiële-inlichtingeneenheid (FIE). In België is dat de Cel voor Financiële Informatieverwerking (CFI).

¹⁴ Meer bepaald de geldende richtlijn: Richtlijn (EU) 2015/849, de zogenoemde vierde antiwitwasrichtlijn.

¹⁵ COM(2018)213, blz. 10.

¹⁶ Verordening (EU) 2016/794 van het Europees Parlement en de Raad van 11 mei 2016 betreffende het Agentschap van de Europese Unie voor samenwerking op het gebied van rechtshandhaving (Europol) en tot vervanging en

	- <u>Rechtstreekse toegang van bevoegde autoriteiten</u>, zoals belasting- en anti-corruptiediensten en ARO's¹⁷ tot de nationale centrale bankregisters¹⁸ op geval-per-gevalbasis (artn. 3, 4 en 5) - <u>Europol</u> heeft ook toegang tot financiële informatie, financiële analyse en bankrekeninggegevens, maar via de nationale Europol-eenheden (ENU) van de lidstaten (artn. 3 en 10) - Elke <u>toegang</u> van de bevoegde autoriteiten wordt <u>gemonitord en vijf jaar bijgehouden</u> (art. 6) - <u>Regels</u> voor een betere <u>samenwerking</u> tussen de <u>FIU's</u> onderling - via FIU.net van Europol - en tussen de FIU's en de <u>bevoegde autoriteiten</u> inzake de toegang tot en uitwisseling van gegevens (artn. 7, 8, 9 en 10) - <u>Gegevensbescherming</u>: op basis van de richtlijn inzake toegang tot persoonsgegevens voor politieke en justitiële doeleinden¹⁹ en de GDPR. De <u>rechten</u> van de <u>betrokkenen op inzage</u> van hun gegevens kunnen evenwel ten dele worden <u>beperkt</u> voor zover het nodig is om de bevoegde autoriteiten in staat te stellen hun taken in het kader van het voorstel uit te voeren (art. 15)
Rechtsgrondslag	VWEU artikel 87, tweede lid (op grond waarvan de EU maatregelen mag nemen inzake politieke samenwerking waarbij alle bevoegde autoriteiten van de lidstaten betrokken zijn (met inbegrip van de politie, de douane en andere gespecialiseerde rechtshandavingsdiensten), met name met betrekking tot de verzameling, opslag en uitwisseling van informatie die van belang is voor preventie, opsporing en onderzoek en gemeenschappelijke onderzoekstechnieken voor het opsporen van ernstige vormen van georganiseerde criminaliteit)
Gevolgen voor de EU-begroting	geen

Opvolging in de Kamercommissies

Deze fiche wordt gezonden naar:

- de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt;
- de commissie voor de Justitie;
- de commissie voor het Bedrijfsleven;
- de commissie voor de Financiën en de Begroting;
- het federaal adviescomité voor de Europese Aangelegenheden.

Belgische context

- Verdachte transacties, verdwijningen en diefstallen van precursoren voor explosieven mógen tot nog toe in België aan de federale politie worden gemeld. Bron: Koninklijk besluit van 7 december 2016 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 augustus 2016 tot vaststelling van de wijze waarop verdachte transacties, verdwijningen en diefstallen van precursoren voor explosieven worden gemeld.

intrekking van de Besluiten 2009/371/JBZ, 2009/934/JBZ, 2009/935/JBZ, 2009/936/JBZ en 2009/968/JBZ van de Raad.

¹⁷ *Asset Recovery Office* of “bureau voor de ontneming van vermogensbestanddelen”. Het Belgische ARO is het COIV, Centraal Orgaan voor de inbeslagname en de Verbeurdverklaring.

¹⁸ Opgericht op grond van Richtlijn (EU) 2015/849. In België: het centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten (CAP).

¹⁹ Richtlijn (EU) 2016/680.

- Op 28 mei 2018 werd in de Kamer van volksvertegenwoordigers een wetsontwerp ingediend waarin het opnemen van vingerafdrukken op de Belgische identiteitskaart aan bod komt²⁰.
- De bestrijding van de financiering van terrorisme en witwassen is in België gecentraliseerd bij de Cel voor Financiële Informatieverwerking (CFI), een onafhankelijke administratieve overheid, onder toezicht van de ministers van Justitie en van Financiën. De CFI staat als Belgische FIU algemeen genomen positief tegenover de concrete inhoud van het ontwerp van richtlijn COM(2018)213, maar merkt een aantal contradicties met de tekst van de geldende richtlijn, Richtlijn 2015/849, de vierde antiwitwasrichtlijn. Een aantal bepalingen zou moeten worden verduidelijkt, geherformuleerd en/of geschrapt, teneinde de eigenheid en de operationele autonomie van de FIU's te waarborgen.

Voor meer informatie

De documenten kunt u raadplegen op:

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/NL/COM-2018-209-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>
<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/NL/COM-2018-212-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>
<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/NL/COM-2018-213-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>

Eurovoc-termen

COM(2018)209	<i>handelsnorm - chemisch product - harmonisatie van de wetgevingen - burgerbescherming - zwarte handel - beperkingen in het handelsverkeer - gevaarlijke stof - terrorisme - verkoopvergunning - explosieve stof</i>
COM(2018)212	<i>vrij verkeer van personen - EU-onderdaan - vrijheid van verkeer - buitenlandse staatsburger - verblijfsrecht - identiteitsbewijs - Europees staatsburgerschap - persoonlijke gegevens - buitengrens van de EU</i>
COM(2018)213	<i>misdaadbestrijding - grensoverschrijdende samenwerking - bankcontrole - terrorisme - financiële transactie - georganiseerde misdaad - strafrecht - economisch delict - uitwisseling van informatie - ruimte van vrijheid, veiligheid en rechtvaardigheid</i>

Subsidiariteitstermijnen

COM(2018)209	19 juli 2018
COM(2018)212	19 juli 2018
COM(2018)213	13 juli 2018

Redactie: Katrien Joos, adjunct-adviseur – tel. 02 549 81 64 – 2 juli 2018 – katrien.joos@dekamer.be

²⁰ Wetsontwerp houdende diverse bepalingen Binnenlandse Zaken, DOC 54 3127/001, artikelen 18 en 19, blz. 50.